



AFFAIRES PHARES

2021



Liste des affaires recommandées
par le juriconsulte et
approuvées par le Bureau

**Cour européenne
des droits de l'homme**

Mars 2022

NOTE

Une sélection des affaires les plus importantes traitées par la Cour (dénommées « affaires phares ») est effectuée chaque trimestre par le Bureau, sur recommandation du juriconsulte (voir le titre I, chapitres II et III, du [règlement de la Cour](#) sur les rôles respectifs du Bureau et du juriconsulte). Cette liste comprend la sélection des affaires phares pour 2021.

Les affaires sont répertoriées selon les articles et mots-clés pertinents de la Convention, puis présentées par État défendeur et nom des requérants. Elles sont également répertoriées sous le niveau d'importance « Affaires phares » dans la base de données [HUDOC](#) sur la jurisprudence de la Cour.

Sauf mention contraire, toutes les références renvoient à des arrêts de chambre. Les affaires de Grande Chambre, qu'elles aient donné lieu à une décision ou à un arrêt, sont signalées par la mention « [GC] ». Les décisions sont signalées par la mention « (déc.) ».

Les arrêts de chambre non encore « définitifs » au sens de l'article 44 de la Convention sont signalés par la mention « (non définitif) ». En cas de renvoi d'un arrêt non définitif devant la Grande Chambre conformément à l'article 43, l'arrêt en question ne sera pas inclus dans la présente liste.

Pour des informations complémentaires sur le mode de citation de la jurisprudence de la Cour, veuillez consulter [cette page](#).

Article 44 § 2 – Arrêts définitifs

L'arrêt d'une chambre devient définitif

- a) lorsque les parties déclarent qu'elles ne demanderont pas le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre; ou
- b) trois mois après la date de l'arrêt, si le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre n'a pas été demandé; ou
- c) lorsque le collège de la Grande Chambre rejette la demande de renvoi formulée en application de l'article 43.

Article 43 – Renvoi devant la Grande Chambre

1. Dans un délai de trois mois à compter de la date de l'arrêt d'une chambre, toute partie à l'affaire peut, dans des cas exceptionnels, demander le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre.
2. Un collège de cinq juges de la Grande Chambre accepte la demande si l'affaire soulève une question grave relative à l'interprétation ou à l'application de la Convention ou de ses protocoles, ou encore une question grave de caractère général.
3. Si le collège accepte la demande, la Grande Chambre se prononce sur l'affaire par un arrêt.

Sommaire

AFFAIRES PRÉSENTÉES PAR ARTICLE	4
AFFAIRES PRÉSENTÉES PAR ÉTAT DÉFENDEUR	14
AFFAIRES PRÉSENTÉES PAR REQUÉRANT	16

Affaires présentées par article

ARTICLE 1

JURIDICTION DES ÉTATS

Juridiction de la Russie concernant la Crimée

Ukraine c. Russie (Crimée) (déc.) [GC], n^{os} 20958/14 et 38334/18, 16 décembre 2020

[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

Juridiction de la Russie concernant l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud pendant la phase active des hostilités et après leur cessation

Géorgie c. Russie (II) [GC], n^o 38263/08, 21 janvier 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Existence d'un lien juridictionnel de nature à déclencher l'obligation d'enquêter sur des décès de civils causés par une frappe aérienne ordonnée au cours d'une phase d'hostilités actives d'un conflit armé extraterritorial

Hanan c. Allemagne [GC], n^o 4871/16, 16 février 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 2

VIE

Homicide ciblé d'un transfuge et dissident politique russe commis au Royaume-Uni par des individus agissant en tant qu'agents de l'État et absence d'enquête effective : *violation*

Carter c. Russie, n^o 20914/07, 21 septembre 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

OBLIGATIONS POSITIVES (VOLET MATÉRIEL)

Précautions raisonnables prises par les autorités malgré certaines erreurs dans la planification et la conduite d'une opération contre un individu dangereux qui a tué un policier au cours de son arrestation : *non-violation*

Ribcheva et autres c. Bulgarie, n^{os} 37801/16 et 2 autres, 30 mars 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Mesures de protection adéquates en l'absence d'un risque réel et immédiat décelable de meurtre d'un enfant par un père accusé de violences domestiques et interdit de domicile : *non-violation*

Kurt c. Autriche [GC], n^o 62903/15, 15 juin 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ENQUÊTE EFFECTIVE

Manquement de la Russie à l'obligation procédurale de mener une enquête effective sur les événements s'étant déroulés au cours de la phase active des hostilités et après leur cessation : *violation*

Géorgie c. Russie (II) [GC], n° 38263/08, 21 janvier 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Enquête effective sur des décès de civils causés par une frappe aérienne ordonnée en Afghanistan par un colonel allemand agissant dans le cadre d'une opération militaire mandatée par le Conseil de sécurité des Nations unies : *non-violation*

Hanan c. Allemagne [GC], no 4871/16, 16 février 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Enquête inefficace sur la planification et la conduite, présentées comme négligentes, d'une opération contre un individu dangereux qui a tué un policier au cours de son arrestation : *violation*

Ribcheva et autres c. Bulgarie, nos 37801/16 et 2 autres, 30 mars 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Absence d'enquête effective suite à l'homicide ciblé d'un transfuge et dissident politique russe commis au Royaume-Uni : *violation*

Carter c. Russie, n° 20914/07, 21 septembre 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 3

TRAITEMENT INHUMAIN OU DÉGRADANT

Remise d'un requérant aux autorités roumaines en exécution d'un mandat d'arrêt européen en présence d'un risque réel de mauvaises conditions de détention : *violation*

Remise d'un requérant, reconnu réfugié par les autorités suédoises, aux autorités roumaines en exécution d'un mandat d'arrêt européen en l'absence d'un risque réel de persécution et de mauvaises conditions de détention : *non-violation*

Bivolaru et Moldovan c. France, nos 40324/16 et 12623/17, 25 mars 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Absence de contrainte à la vaccination contre la covid-19 pour une personne non soumise à l'obligation vaccinale, du fait de la mise en place du passe sanitaire : *irrecevable*

Zambrano c. France (déc.), n° 41994/21, 21 septembre 2021

[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

ENQUÊTE EFFECTIVE

Manquement à l'obligation d'employer toutes les mesures raisonnables en matière d'enquête et de coopération internationale dans le cadre de l'examen d'allégations d'abus sexuels dans un orphelinat formulées postérieurement à l'adoption des enfants concernés à l'étranger : *violation*

X et autres c. Bulgarie [GC], n° 22457/16, 2 février 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

OBLIGATIONS POSITIVES (VOLET PROCÉDURAL)

Manquements des autorités à exécuter la peine infligée à l'auteur d'une agression sexuelle suite à l'octroi puis l'annulation de son amnistie: *violation*

E.G. c. République de Moldova, n° 37882/13, 13 avril 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

EXPULSION

Mesure d'expulsion vers la Russie d'un tchétchène ayant son statut de réfugié révoqué au motif d'une condamnation pour terrorisme, sans évaluation *ex nunc* des risques encourus: *l'expulsion emporterait violation*

K.I. c. France, n° 5560/19, 15 avril 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Expulsion vers son pays d'origine d'un ressortissant étranger souffrant de schizophrénie, sans que les risques pour sa santé n'aient atteint le seuil élevé d'application de l'article 3: *non-violation*

Savran c. Danemark [GC], n° 57467/15, 7 décembre 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 4

TRAITE D'ÊTRES HUMAINS | OBLIGATIONS POSITIVES

Manquement par les autorités internes à prendre des mesures concrètes conformes aux normes internationales pour protéger des mineurs dont on soupçonnait pourtant qu'ils étaient victimes de traite: *violation*

V.C.L. et A.N. c. Royaume-Uni, nos 77587/12 et 74603/12, 16 février 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 5

Article 5 § 1

PRIVATION DE LIBERTÉ

Confinement général de 52 jours imposé par les autorités pour lutter contre la pandémie de COVID-19: *article 5 non applicable; irrecevable*

Terheș c. Roumanie (déc.), n° 49933/20, 13 avril 2021

[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

ARRESTATION OU DÉTENTION RÉGULIÈRES

Refus de remettre en liberté des auteurs d'infractions internés atteints de troubles mentaux persistants, après l'adoption d'une nouvelle loi réservant l'internement à des infractions plus graves: *non-violation*

Denis et Irvine c. Belgique [GC], nos 62819/17 et 63921/17, 1^{er} juin 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Article 5 § 4

CONTRÔLE DE LA LÉGALITÉ DE LA DÉTENTION | CONTRÔLE À BREF DÉLAI

Délai d'épreuve obligatoire de trois ans pour la libération de personnes internées auteurs d'infractions n'étant pas déterminant au vu de la persistance de leurs troubles mentaux: *non-violation*

Denis et Irvine c. Belgique [GC], nos 62819/17 et 63921/17, 1^{er} juin 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (civil)

DROITS ET OBLIGATIONS DE CARACTÈRE CIVIL | ACCÈS À UN TRIBUNAL

Impossibilité pour d'anciens juges de la Cour suprême d'Ukraine, empêchés d'exercer leurs fonctions judiciaires à la suite d'une réforme législative, de contester cette mesure : *violation*

Gumenyuk et autres c. Ukraine, no 11423/19, 22 juillet 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ACCÈS À UN TRIBUNAL

ONG environnementale déclarée sans intérêt à agir pour contester la justesse des informations sur la gestion des déchets radioactifs diffusées par une autorité publique : *violation*

Association BURESTOP 55 et autres c. France, nos 56176/18 et 5 autres, 1^{er} juillet 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Article 6 § 1 (pénal)

ACCÈS À UN TRIBUNAL

Formalisme excessif de la Cour de Cassation ayant décidé de l'irrecevabilité des pourvois en l'absence de la mention par l'avocat de son attestation requise : *violation*

Willems et Gorjon c. Belgique, nos 74209/16 et 3 autres, 21 septembre 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

PROCÈS ÉQUITABLE

Manquement à enquêter sur la situation des requérants en tant que victimes possibles de traite ayant une incidence sur l'équité globale du procès : *violation*

V.C.L. et A.N. c. Royaume-Uni, nos 77587/12 et 74603/12, 16 février 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 7

NULLUM CRIMEN SINE LEGE

Décision prévisible d'engager des poursuites contre un gardien de prison ayant communiqué à un journaliste, en échange d'argent, des informations sur la prison : *non-violation*

Norman c. Royaume-Uni, no 41387/17, 6 juillet 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 8

RESPECT DE LA VIE PRIVÉE ET FAMILIALE

Autopsie et prélèvement d'organes, aux fins de leur préservation, d'un enfant prématuré atteint d'une maladie rare malgré les objections de la mère et son souhait spécifique d'un enterrement ritualisé : *violation*

Polat c. Autriche, n° 12886/16, 20 juillet 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

RESPECT DE LA VIE PRIVÉE

Amende infligée à une personne rom démunie et vulnérable pour avoir mendié inoffensivement puis emprisonnement pendant cinq jours pour son non-paiement : *violation*

Lacatus c. Suisse, n° 14065/15, 19 janvier 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Amende infligée à un parent et exclusion des enfants d'établissements préscolaires pour non-respect de l'obligation légale de vaccination des enfants : *non-violation*

Vavříčka et autres c. République tchèque [GC], n° 47621/13 et 5 autres, 8 avril 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Défaut de réaction adéquate des autorités nationales face aux agressions verbales d'un élève par un professeur de lycée : *violation*

F.O. c. Croatie, n° 29555/13, 22 avril 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Conformité à la Convention d'un régime de surveillance secrète, notamment de l'interception en masse de communications et du partage de renseignements : *violation, non-violation*

Big Brother Watch et autres c. Royaume-Uni [GC], n° 58170/13 et 2 autres, 25 mai 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Conformité à la Convention d'un régime de surveillance secrète, notamment de l'interception en masse de communications : *violation*

Centrum för rättvisa c. Suède [GC], n° 35252/08, 25 mai 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Impossibilité pour d'anciens juges de la Cour suprême d'Ukraine, empêchés d'exercer leurs fonctions judiciaires à la suite d'une réforme législative, de contester cette mesure : *violation*

Gumenyuk et autres c. Ukraine, n° 11423/19, 22 juillet 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Mesure d'interdiction définitive du territoire ordonnée contre un immigré établi de longue date atteint de schizophrénie et ayant commis des infractions violentes, en dépit de progrès consécutifs à plusieurs années de soins obligatoires : *violation*

Savran c. Danemark [GC], n° 57467/15, 7 décembre 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

RESPECT DE LA VIE FAMILIALE

Délai d'attente légal de trois ans injustifié pour le regroupement familial des bénéficiaires du statut de protection subsidiaire ou temporaire, en ce qu'il ne permettait pas une appréciation individualisée : *violation*

M.A. c. Danemark [GC], n° 6697/18, 9 juillet 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Insuffisances dans le processus décisionnel ayant entraîné la rupture des liens mère-enfant, dans un contexte de différences culturelles et religieuses entre la mère et les parents adoptifs : *violation*

Abdi Ibrahim c. Norvège [GC], n° 15379/16, 10 décembre 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

OBLIGATIONS POSITIVES

Manquements des autorités à faire exécuter la peine infligée à l'auteur d'une agression sexuelle suite à l'octroi puis l'annulation de son amnistie : *violation*

E.G. c. République de Moldova, n° 37882/13, 13 avril 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Délai d'attente légal de trois ans injustifié pour le regroupement familial des bénéficiaires du statut de protection subsidiaire ou temporaire, en ce qu'il ne permettait pas une appréciation individualisée : *violation*

M.A. c. Danemark [GC], n° 6697/18, 9 juillet 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Manquement de l'hôpital à communiquer à la mère des informations suffisantes dans les circonstances délicates de l'affaire : *violation*

Polat c. Autriche, n° 12886/16, 20 juillet 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 9

MANIFESTER SA RELIGION OU SA CONVICTION

Autopsie et prélèvement d'organes, aux fins de leur préservation, d'un enfant prématuré atteint d'une maladie rare malgré les objections de la mère et son souhait spécifique d'un enterrement ritualisé : *violation*

Polat c. Autriche, n° 12886/16, 20 juillet 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 10

LIBERTÉ D'EXPRESSION

Protection insuffisante d'éléments journalistiques confidentiels visés par des programmes de surveillance électronique : *violation*

Big Brother Watch et autres c. Royaume-Uni [GC], n°s 58170/13 et 2 autres, 25 mai 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Interdiction injustifiée de publication d'un journal d'opposition motivée par l'état d'urgence proclamé dans le contexte de manifestations post-électorales massives : *violation*

Dareskizb Ltd c. Arménie, n° 61737/08, 21 septembre 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Condamnation au civil d'un éditeur au motif qu'il avait longtemps refusé de désindexer un article qui portait sur une affaire pénale dirigée contre de simples particuliers et auquel on pouvait facilement accéder en tapant leur nom dans un moteur de recherche en ligne : *non-violation*

Biancardi c. Italie, n° 77419/16, 25 novembre 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Décisions de justice injustifiées ayant ordonné à un media de divulguer les données relatives aux auteurs de commentaires injurieux mis en ligne sur son portail d'actualités dans le cadre d'un débat politique : *violation*

**Standard Verlagsgesellschaft mbH c. Autriche (n° 3),
n° 39378/15, 7 décembre 2021**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

LIBERTÉ DE RECEVOIR DES INFORMATIONS

Contrôle effectif par les tribunaux du contenu et de la qualité de l'information sur la gestion des déchets radioactifs diffusée par une autorité publique en vertu d'une obligation légale d'informer : *article 10 applicable; non-violation*

**Association BURESTOP 55 et autres c. France,
n°s 56176/18 et 5 autres, 1^{er} juillet 2021**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

LIBERTÉ DE COMMUNIQUER DES INFORMATIONS

Poursuites et condamnation justifiées concernant un gardien de prison ayant communiqué à un journaliste, en échange d'argent, des informations sur la prison : *non-violation*

Norman c. Royaume-Uni, n° 41387/17, 6 juillet 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Interdiction injustifiée de publication d'un journal d'opposition motivée par l'état d'urgence proclamé dans le contexte de manifestations post-électorales massives : *violation*

Dareskizb Ltd c. Arménie, n° 61737/08, 21 septembre 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 11

FONDER ET S'AFFILIER À DES SYNDICATS

Fédération de syndicats condamnée à exclure une organisation syndicale de terrain rassemblant des détenus exerçant un travail parce que la loi interdit à ceux-ci de se syndiquer : *non-violation*

**Fédération syndicale de la république de l'akoutie
c. Russie, n° 29582/09, 7 décembre 2021**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 14

DISCRIMINATION (ARTICLE 3)

Condamnation de l'auteur d'une violente agression homophobe à une amende de 40 EUR pour infraction mineure, sans enquête sur les motivations haineuses de l'acte, puis abandon des poursuites pénales en vertu du principe *ne bis in idem* : *violation*

Sabalić c. Croatie, n° 50231/13, 14 janvier 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

DISCRIMINATION (ARTICLE 8)

Manquement des tribunaux internes à leur obligation positive d'offrir un redressement à des personnes d'origine juive pour des propos publics discriminatoires tenus par un politicien : *violation*

Behar et Gutman c. Bulgarie, n° 29335/13, 16 février 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Manquement des tribunaux internes à leur obligation positive d'offrir un redressement à des personnes d'origine rom pour des propos publics discriminatoires tenus par un politicien : *violation*

Budinova et Chaprazov c. Bulgarie, n° 12567/13, 16 février 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

DISCRIMINATION (ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 1)

Discrimination directe et injustifiée fondée sur le sexe, résultant du refus d'accorder un avantage social lié à l'emploi à une femme enceinte ayant eu recours à une fécondation in vitro peu avant son recrutement : *violation*

Jurčić c. Croatie, n° 54711/15, 4 février 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 15

DÉROGATION EN CAS D'ÉTAT D'URGENCE

Proclamation de l'état d'urgence dans le contexte des manifestations post-électorales massives de 2008 : *non-réunion des conditions exigées pour une dérogation*

Dareskizb Ltd c. Arménie, n° 61737/08, 21 septembre 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 18

RESTRICTIONS DANS UN BUT NON PRÉVU

Placement d'opposants en détention provisoire dans le but principal de les punir d'avoir pris une part active dans des manifestations contre le gouvernement et de les réduire au silence : *violation*

Azizov et Novruzlu c. Azerbaïdjan, n°s 65583/13 et 70106/13, 18 février 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 33

REQUÊTE INTERÉTATIQUE

Existence alléguée d'une pratique administrative des autorités russes en Crimée emportant de multiples violations des droits conventionnels : *recevable*

Ukraine c. Russie (Crimée) (déc.) [GC], n°s 20958/14 et 38334/18, 16 décembre 2020

[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 34

VICTIME

Requête dénonçant *in abstracto* le système de passe sanitaire et d'autres mesures de la gestion de la crise due à la covid-19, sans préciser leur effet sur la situation personnelle : *irrecevable*

Zambrano c. France (déc.), n° 41994/21, 21 septembre 2021

[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 35

Article 35 § 1

ÉPUISEMENT DES VOIES DE RECOURS INTERNES

Non-épuisement du recours pour excès de pouvoir pour contester le système de passe sanitaire et d'autres mesures de la gestion de la crise due à la covid-19 : *irrecevable*

Zambrano c. France (déc.), n° 41994/21, 21 septembre 2021

[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

Article 35 § 3 a)

REQUÊTE ABUSIVE

Appel à « paralyser » la Cour en multipliant des saisines à l'aide d'un formulaire généré automatiquement sur le site Internet du requérant et copiant sa requête : *irrecevable*

Zambrano c. France (déc.), n° 41994/21, 21 septembre 2021

[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 37

RÉINSCRIPTION AU RÔLE

Rejet par la Cour de cassation de la demande en réouverture de la procédure rendant vain les engagements du Gouvernement contenus dans sa déclaration unilatérale : *réinscription au rôle*

Willems et Gorjon c. Belgique, nos 74209/16 et 3 autres, 21 septembre 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 2 DU PROTOCOLE N° 4

Article 2 § 1

DROIT DE CIRCULATION

Pratique administrative quant à l'impossibilité pour les ressortissants géorgiens de retourner dans leurs foyers respectifs en Ossétie du Sud et en Abkhazie : *violation*

Géorgie c. Russie (II) [GC], n° 38263/08, 21 janvier 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 2 DU PROTOCOLE N° 7

DROIT À UN DOUBLE DEGRÉ DE JURIDICTION EN MATIÈRE PÉNALE

Infraction passible d'une amende, ou d'une peine d'emprisonnement à défaut de paiement de celle-ci, qualifiée de « mineure » compte tenu des garanties procédurales attachées à l'exécution de cette dernière peine : *non-violation*

Kindlhofer c. Autriche, n° 20962/15, 26 octobre 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 4 DU PROTOCOLE N° 7

DROIT À NE PAS ÊTRE JUGÉ OU PUNI DEUX FOIS

Dualité de procédures et de peines s'inscrivant dans un ensemble cohérent et proportionné visant à réprimer des actes individuels et systématiques de violence domestique : *non-violation*

Galović c. Croatie, n° 45512/11, 31 août 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

AVIS CONSULTATIFS

COMPÉTENCE CONSULTATIVE DE LA COUR

Demande de précision des exigences minimales de protection des personnes souffrant de troubles mentaux que les États doivent prévoir dans leur législation : *rejetée car ne relève pas de la compétence de la Cour*

Demande d'avis consultatif au titre de l'article 29 de la Convention d'Oviedo (déc.) [GC], 15 septembre 2021

[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

Affaires présentées par État défendeur

ALLEMAGNE

Hanan c. Allemagne [GC],
n° 4871/16, 16 février 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARMÉNIE

Dareskizb Ltd c. Arménie, n° 61737/08,
21 septembre 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

AUTRICHE

Kindlhofer c. Autriche, n° 20962/15,
26 octobre 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Kurt c. Autriche [GC], n° 62903/15, 15 juin 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Polat c. Autriche, n° 12886/16, 20 juillet 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Standard Verlagsgesellschaft mbH c. Autriche
(n° 3), n° 39378/15, 7 décembre 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

AZERBAÏDJAN

Azizov et Novruzlu c. Azerbaïdjan,
n°s 65583/13 et 70106/13, 18 février 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

BELGIQUE

Denis et Irvine c. Belgique [GC],
n°s 62819/17 et 63921/17, 1^{er} juin 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Willems et Gorjon c. Belgique, n°s 74209/16
et 3 autres, 21 septembre 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

BULGARIE

Behar et Gutman c. Bulgarie,
n° 29335/13, 16 février 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Budinova et Chaprazov c. Bulgarie,
n° 12567/13, 16 février 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Ribcheva et autres c. Bulgarie, n°s 37801/16
et 2 autres, 30 mars 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

X et autres c. Bulgarie [GC],
n° 22457/16, 2 février 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

CROATIE

F.O. c. Croatie, n° 29555/13, 22 avril 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Galović c. Croatie, n° 45512/11, 31 août 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Jurčić c. Croatie, n° 54711/15, 4 février 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Sabalić c. Croatie, n° 50231/13, 14 janvier 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

DANEMARK

M.A. c. Danemark [GC], n° 6697/18, 9 juillet 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Savran c. Danemark [GC],
n° 57467/15, 7 décembre 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

FRANCE

Association BURESTOP 55 et autres c. France,
n°s 56176/18 et 5 autres, 1^{er} juillet 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Bivolaru et Moldovan c. France, n°s 40324/16
et 12623/17, 25 mars 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

K.I. c. France, n° 5560/19, 15 avril 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Zambrano c. France (déc.), n° 41994/21,
21 septembre 2021

[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

ITALIE

Biancardi c. Italie, n° 77419/16, 25 novembre 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

E.G. c. République de Moldova,
n° 37882/13, 13 avril 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

NORVÈGE

Abdi Ibrahim c. Norvège [GC],
n° 15379/16, 10 décembre 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Vavříčka et autres c. République tchèque
[GC], n°s 47621/13 et 5 autres, 8 avril 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ROUMANIE

Terheş c. Roumanie (déc.), n° 49933/20, 13 avril 2021

[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

ROYAUME-UNI

Big Brother Watch et autres c. Royaume-Uni
[GC], n°s 58170/13 et 2 autres, 25 mai 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Norman c. Royaume-Uni, n° 41387/17, 6 juillet 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

V.C.L. et A.N. c. Royaume-Uni, n°s 77587/12
et 74603/12, 16 février 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

RUSSIE

Carter c. Russie, n° 20914/07, 21 septembre 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Fédération syndicale de la république de Iakoutie
c. Russie, n° 29582/09, 7 décembre 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Géorgie c. Russie (II) [GC],
n° 38263/08, 21 janvier 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Ukraine c. Russie (Crimée) (déc.) [GC],
n°s 20958/14 et 38334/18, 16 décembre 2020

[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

SUÈDE

Centrum för rättvisa c. Suède [GC],
n° 35252/08, 25 mai 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

SUISSE

Lacatus c. Suisse, n° 14065/15, 19 janvier 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

UKRAINE

Gumenyuk et autres c. Ukraine,
n° 11423/19, 22 juillet 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Affaires présentées par requérant

A

Abdi Ibrahim c. Norvège [GC],
n° 15379/16, 10 décembre 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Association BURESTOP 55 et autres c. France,
n°s 56176/18 et 5 autres, 1^{er} juillet 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Azizov et Novruzlu c. Azerbaïdjan,
n°s 65583/13 et 70106/13, 18 février 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

B

Behar et Gutman c. Bulgarie,
n° 29335/13, 16 février 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Biancardi c. Italie, n° 77419/16, 25 novembre 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Big Brother Watch et autres c. Royaume-Uni
[GC], n°s 58170/13 et 2 autres, 25 mai 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Bivolaru et Moldovan c. France, n°s 40324/16
et 12623/17, 25 mars 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Budinova et Chaprazov c. Bulgarie,
n° 12567/13, 16 février 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

C

Carter c. Russie, n° 20914/07, 21 septembre 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Centrum för rättvisa c. Suède [GC],
n° 35252/08, 25 mai 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

D

Dareskizb Ltd c. Arménie, n° 61737/08,
21 septembre 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Denis et Irvine c. Belgique [GC],
n°s 62819/17 et 63921/17, 1^{er} juin 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

E

E.G. c. République de Moldova,
n° 37882/13, 13 avril 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

F

F.O. c. Croatie, n° 29555/13, 22 avril 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Fédération syndicale de la république de l'akoutie
c. Russie, n° 29582/09, 7 décembre 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

G

Galović c. Croatie, n° 45512/11, 31 août 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Géorgie c. Russie (II) [GC],
n° 38263/08, 21 janvier 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Gumenyuk et autres c. Ukraine,
n° 11423/19, 22 juillet 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

H

Hanan c. Allemagne [GC],
n° 4871/16, 16 février 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

J

Jurčić c. Croatie, n° 54711/15, 4 février 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

K

K.I. c. France, n° 5560/19, 15 avril 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Kindlhofer c. Autriche, n° 20962/15,
26 octobre 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Kurt c. Autriche [GC], n° 62903/15, 15 juin 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

L

Lacatus c. Suisse, n° 14065/15, 19 janvier 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

M

M.A. c. Danemark [GC], n° 6697/18, 9 juillet 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

N

Norman c. Royaume-Uni, n° 41387/17, 6 juillet 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

P

Polat c. Autriche, n° 12886/16, 20 juillet 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

R

Ribcheva et autres c. Bulgarie, n°s 37801/16
et 2 autres, 30 mars 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

S

Sabalić c. Croatie, n° 50231/13, 14 janvier 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Savran c. Danemark [GC],
n° 57467/15, 7 décembre 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Standard Verlagsgesellschaft mbH c. Autriche
(n° 3), n° 39378/15, 7 décembre 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

T

Terheş c. Roumanie (déc.), n° 49933/20, 13 avril 2021

[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

U

Ukraine c. Russie (Crimée) (déc.) [GC],
n°s 20958/14 et 38334/18, 16 décembre 2020

[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

V

V.C.L. et A.N. c. Royaume-Uni, n°s 77587/12
et 74603/12, 16 février 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Vavříčka et autres c. République tchèque
[GC], n°s 47621/13 et 5 autres, 8 avril 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

W

Willems et Gorjon c. Belgique, n°s 74209/16
et 3 autres, 21 septembre 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

X

X et autres c. Bulgarie [GC],
n° 22457/16, 2 février 2021

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Z

Zambrano c. France (déc.), n° 41994/21,
21 septembre 2021

[Décision](#) | [Résumé juridique](#)